

**Compte rendu du conseil d'administration
de l'Institut national d'enseignement supérieur pour l'agriculture, l'alimentation
et l'environnement (L'Institut Agro)**

Séance du 28 juin 2022

26 membres présents, 8 membres représentés.

1. Approbation du procès-verbal du conseil d'administration du 24 mai 2022

Délibération : le procès-verbal de la séance du 24 mai 2022 est approuvé à l'unanimité.

2. Actualités de l'Institut Agro

2.1 Principales avancées et faits marquants depuis le conseil d'administration du 24 mai 2022

Présentation d'Anne-Lucie Wack :

Anne-Lucie Wack présente les avancées et fait marquants depuis le dernier conseil d'administration du 24 mai 2022, synthétisée dans la note insérée dans le dossier du conseil.

Le projet stratégique 2030, dont une première version est présentée aux administrateurs ce jour, entrera ensuite dans sa phase de finalisation avant d'être soumis à l'approbation du CA en novembre 2022. Cette finalisation se fait en interaction avec les parties prenantes, et dans ce cadre des réunions régulières en visioconférence sont programmées avec l'ensemble des membres du conseil d'administration. Anne-Lucie Wack rappelle que juste après ce jalon important du CA de novembre 2022 s'engagera la rédaction du premier rapport d'auto-évaluation de l'établissement dans le cadre de l'évaluation par le Hcéres.

Le conseil des enseignants a été installé le 7 juin 2022. Le travail de révision des textes se poursuit, notamment le règlement des études de l'Institut Agro applicables aux trois écoles.

La directrice générale informe les membres du conseil de la nécessité d'un budget rectificatif, et demande à Gaëlle Malécot-Tamborini, SG référente Finances pour l'Institut, d'en exposer les raisons. Un premier ajustement concerne les dépenses de personnel, notamment pour prendre en compte la revalorisation du point d'indice à compter du 1^{er} juillet 2022 annoncée par le gouvernement. L'ordre de grandeur est de 200 000 euros supplémentaires à inscrire au budget 2022 pour les dépenses de personnel. Par ailleurs, l'augmentation du coût des fluides devrait croître à hauteur de 450 000 euros pour l'année 2022. Enfin, en 2025, l'Institut Agro, comme l'ensemble des établissements d'enseignement supérieur sous tutelle du MASA, changera de SI finances. Ce changement d'outil est un projet de grande ampleur, qui nécessite d'engager des crédits dès 2022, à hauteur de 250 000 euros, dans le cadre du marché groupé passé avec le prestataire sélectionné par le ministère. Ces ajustements, qui seront présentés au CA du 20 septembre 2022, devrait permettre d'avoir un budget à l'équilibre en fin d'année 2022. L'enjeu sera ensuite de présenter en 2023 une trajectoire pluriannuelle soutenable sur les trois écoles.

Concernant la rémunération des contractuels, Anne-Lucie Wack indique que la création de l'Institut Agro a mis en lumière des disparités entre les trois écoles. Les trois écoles appliquent

leurs propres modalités de gestion de la rémunération des agents contractuels « sur budget » (rémunérés sur le budget établissement) « sous plafond » (non-rémunérés sur ressources propres), soit environ 300 agents. Outre les différences dans les modalités de gestion, on constate un différentiel significatif dans la rémunération des agents entre les trois écoles. Ces écarts peuvent atteindre plusieurs centaines d'euros par mois à postes égaux. L'objectif est d'harmoniser les conditions d'embauche, les rémunérations et les évolutions de carrière entre les trois écoles ; c'est un enjeu d'équité à l'échelle de l'établissement. La trajectoire globale pluriannuelle d'harmonisation et de revalorisation et les premières mesures seront présentées au conseil d'administration pour avis le 29 novembre 2022. Le coût estimé des premières mesures est de 168 000 euros, auquel il faudra ajouter l'impact de l'augmentation annoncée du point d'indice à compter de juillet 2022. La nouvelle trajectoire de rémunération impliquera une révision du modèle économique de l'établissement.

Anne-Lucie Wack souligne qu'en cohérence avec le projet stratégique de l'Institut, trois accords-cadres sont soumis à l'avis du CA conformément à l'ordre du jour de cette séance du 28 juin 2022 :

- Un accord-cadre avec INRAE autour d'une politique scientifique partagée et une ambition commune de transformation ;
- Un accord-cadre avec Ifremer, formalisant et amplifiant un partenariat ancien entre le pôle halieutique, mer et littoral de l'Institut et les chercheurs Ifremer, dans la continuité du renforcement de la dynamique de collaboration marquée par la création de l'UMR DECOD (Dynamique et durabilité des écosystèmes, de la source, à l'océan, tutelle Institut Agro – INRAE – Ifremer) au 1^{er} janvier 2022 ;
- Une convention-cadre axée sur la thématique « One health », avec l'EHESP (École des hautes études en santé publique) et VetAgroSup/ENVF-FVI, créant un consortium, ouvert, permettant de croiser les regards disciplinaires sur le continuum santé : santé humaine, animale et environnementale.

En termes d'actualité internationale, Anne-Lucie Wack confirme que l'Institut Agro a rejoint le réseau Euroleague for Life Sciences (ELLS) au mois de juin 2022, réseau européen des universités de rang mondial dans nos thématiques (Wageningen University and Research Centre, Czech University of Life Sciences Prague, Swedish University of Agricultural Sciences (SLU), University of Natural Resources and Life Sciences, Vienna University of Hohenheim, Warsaw University of Life Sciences. L'établissement participera à une première réunion de travail, notamment sur un projet d'université européenne, à Wageningen (Pays-Bas) les 30 juin et 1^{er} juillet 2022, et à l'assemblée générale et au forum du réseau à Prague (République Tchèque) fin septembre 2022. Anne-Lucie Wack souligne qu'il n'aurait pas été possible de rejoindre ce réseau sans l'Institut Agro, et que cela illustre le changement d'échelle que permet aujourd'hui le regroupement des trois écoles dans l'Institut Agro.

Anne-Lucie Wack passe ensuite la parole aux directeurs d'école pour un point sur l'engagement de l'Institut, via ses écoles, dans les politiques de site.

Alessia Lefébure indique que l'Institut Agro est étroitement associé aux discussions sur la gouvernance de l'établissement public expérimental (EPE) de Rennes (future Université de Rennes). Sur le site angevin, une convention d'association avec la ComUE expérimentale Angers-Le Mans est en cours de rédaction. En outre, un travail est en cours sur la rédaction d'une convention d'objectifs et de moyens tripartite avec l'université d'Angers et INRAE. Enfin, la ville de Rennes a été retenue l'Institut Agro pour l'organisation des deux prochaines éditions d'Ecotrophéa France, en 2023 et 2024, sur la base d'un dossier monté avec l'Institut Agro Rennes-Angers.

Sur le site de Dijon, François Roche-Bruyn rappelle qu'une rencontre a eu lieu le 20 mai 2022 entre les chefs d'établissement de la ComUE (Université Bourgogne Franche-Comté), le préfet et la rectrice de Dijon. Au cœur de la discussion : la volonté d'établir un double-siège de la ComUE sur les sites de Dijon et de Besançon. La préparation du contrat de site a été relancée. Une réponse à l'appel à projets PUI (Pôle universitaire d'innovation) est en cours de montage.

En ce qui concerne le site de Montpellier, Carole Sinfort indique que le PUI GIM (labélisé et financé à hauteur de 2,5M€ sur 3 ans) est en cours d'installation. L'Institut Agro Montpellier participe également au projet Med Vallée de la métropole au sein duquel sera positionné le futur Innovation Hub du One CGIAR (principale organisation publique mondiale de recherche pour le développement au sud).

Anne-Lucie Wack souligne que l'Institut Agro participe aux appels d'offre publiés dans le cadre du Programme investissement d'avenir (PIA 4) / France Relance afin de mobiliser des moyens financiers pour appuyer les dynamiques de transformation portées par l'Institut. Actuellement, l'Institut participe au montage de plusieurs projets d'envergure qui seront présentés au conseil d'administration du 20 septembre 2022. L'Institut est notamment partenaire du Grand Défi « Ferments du futur » piloté par INRAE (projet financé au titre des stratégies d'accélération de France Relance).

Parmi les autres avancées récentes et actualités marquantes de l'Institut et des écoles évoquées en séance, Anne-Lucie Wack évoque notamment la signature de la convention DNA – Dispositif national d'appui à l'enseignement technique agricole –, la signature de l'accord de consortium pour le projet PETTAL avec des universités africaines, l'accueil au début du mois de juin de la 5^{ème} édition du Salon des Agricultures de Provence sur le site du Domaine du Merle (plus de 60 000 visiteurs), et la signature du contrat d'objectifs et de moyens (COM) avec INRAE sur le site Bourgogne Franche-Comté.

Enfin, la question de la prévention et de la gestion des violences sexistes et sexuelles est abordée par Anne-Lucie Wack, qui rappelle que l'Institut y est particulièrement attentif. Sur la base et en complémentarité de dispositifs de lutte et de prévention existant dans les écoles depuis 2015, une démarche est mise en place à l'échelle de l'Institut, dans le cadre du plan d'action pluriannuel d'égalité professionnelle de l'Institut Agro voté au CA de novembre 2021, après avis du comité technique (CT). Anne-Lucie Wack souligne que la création de l'Institut Agro fournit un moment propice à la mutualisation de l'expérience et des bonnes pratiques sur ce sujet. Gaëlle Malécot-Tamborini, SG en charge de ces questions pour l'Institut, confirme que les actions déployées dans chaque école ont été généralisées ou améliorées à l'occasion de la mise en place de l'Institut Agro. Un comité de pilotage regroupant les référents égalité des trois écoles se réunit mensuellement. Des procédures d'enquête ont été lancées. La lutte contre ces violences se traduit également par la mise en œuvre d'actions concrètes comme des actions de formation et sensibilisation à l'intention des étudiants et des personnels. Des cellules d'écoute sont actives dans chacune des écoles. L'Institut Agro a pour projet le développement d'autres actions et l'amélioration et le suivi des enquêtes régulières. L'objectif dans les prochains mois sera de renforcer la communication auprès des étudiantes, étudiants et personnels sur l'ensemble des dispositifs existants.

Dominique Chargé salue le travail important de chaque communauté qui permet à l'Institut Agro de mener à bien ses nombreux chantiers, et ouvre la discussion aux membres du conseil.

Revenant sur l'un des projets en cours de montage en réponse à l'appel à projets ASDESR (Accélération des stratégies de développement des établissements d'enseignement supérieur

et de recherche, PIA 4 – France Relance) et axé sur le développement de la formation tout-au-long de la vie (FTLV), Philippe Cayot signale qu'en matière de formation continue il existe souvent des différences entre l'intention et la réalité du terrain. Le temps de conception des formations est considérable et l'industrie a des besoins très ciblés. Carole Sorreau propose que la question de la formation continue fasse l'objet d'une étude comparative entre les écoles d'agriculture privées et publiques. Cette étude permettrait à l'Institut de se différencier plus facilement ou d'adapter des modules existants aux entreprises.

Arnaud Coffin revient sur le sujet de la rémunération des contractuels et rappelle la position commune exprimée par les élus des écoles lors du dernier CT (CT du 17 juin 2022), suite à la présentation des premières mesures d'harmonisation et de revalorisation proposées pour une mise en œuvre dès le 1^{er} juillet 2022 dans le cadre d'une trajectoire pluriannuelle : *« Les propositions de la direction générale ont été discutées en groupe de travail depuis 18 mois. Elles ont été évoquées avec les agents en assemblée générale. Les agents ont manifesté de fortes attentes d'équité ainsi que leur insatisfaction par rapport aux propositions présentées. Les élus ont énoncé des positions en comité technique pour répondre à ces attentes. Les élus ont souhaité, à l'unanimité, reporter le vote du projet de revalorisation à novembre 2022. L'objectif de ce report est d'intégrer le positionnement cible à la proposition pour garantir l'équité de traitement des agents en poste, sous condition d'ancienneté et de fonctions équivalentes. D'autre part, ce délai permettra d'établir une projection budgétaire pluriannuelle. Malgré cette décision des élus, la direction générale a souhaité maintenir la demande d'avis du comité technique sur le projet initial. Les élus ont refusé à l'unanimité de voter et ont quitté la séance pour ne pas prendre part au vote. Les élus n'ont pas pour volonté de s'opposer au projet, mais souhaitent des éclaircissements sur la grille de repositionnement des agents en poste. »*

Dominique Chargé indique qu'il s'agit d'un sujet primordial pour la réussite de la mise en œuvre du nouvel établissement, et que l'établissement doit être capable d'établir une trajectoire financière pluriannuelle pour y parvenir. Chaque volet devra être traité avec discernement. Certains sujets sont liés à des aspects structurels, mais d'autres dépendent d'aspects conjoncturels.

Jérôme Coppalle salue le travail riche effectué entre les trois écoles. Il souligne que le projet de revalorisation salariale soulève un problème de soutenabilité financière pour l'Institut. Les éléments d'incertitude conjoncturels laissent présager que l'État ne pourra pas absorber l'ensemble des surcoûts. Il s'étonne, par ailleurs, d'un post Facebook concernant un séminaire pédagogique de l'Institut Agro Rennes-Angers du 24 juin 2022 intitulé « Former des ingénieurs en sciences du vivant aux enjeux socio-écologiques » ; son étonnement porte sur le terme « socio-écologique », auquel il souhaite que ne soit pas résumé l'ensemble des missions de l'Institut Agro. Par ailleurs, sur le sujet délicat et compliqué des violences sexuelles et sexistes, quand des cas sont caractérisés, il rappelle qu'il est nécessaire d'engager des mesures disciplinaires en tant que de besoin.

Anne-Lucie Wack apporte quelques éléments de réponse aux diverses interventions des administrateurs. Sur la formation continue, elle indique que les instances de l'Institut sont conscientes des enjeux que soulève la mise en place de la formation dite « tout-au-long de la vie », et notamment l'implication des enseignants-chercheurs dans ce nouveau modèle. En réponse à la remarque de Carole Sorreau, elle indique que le projet ASDESR, en cours d'élaboration, cherche à impliquer des écoles privées dans le dispositif. Une étude comparative sera menée à cette occasion pour avoir une offre globale cohérente.

Sur le chantier de l'harmonisation de la gestion et des niveaux de salaire des contractuels, la directrice générale confirme que l'harmonisation des rémunérations devra être soutenable financièrement et impliquera de réorganiser le modèle économique de l'Institut. Ce travail se fait dans le cadre d'un dialogue permanent avec les représentants du personnel : la motion du comité technique lue par Arnaud Coffin avait bien été retranscrite *in extenso* dans la note de synthèse à destination des membres du CA. En outre, les premières propositions de mesures avaient bien été présentées en groupe de travail et au comité technique précédent et transmis dans les délais avant la séance du 17 juin 2022.

En matière de violences sexuelles et sexistes, elle réaffirme la politique de tolérance zéro au sein de l'Institut Agro et de ses écoles.

Alessia Lefébure répond à la remarque de Jérôme Coppalle sur l'intitulé du séminaire du 24 juin 2022 et indique que le terme de « socio-écologie » peut renvoyer à la prise en compte des enjeux de la transition écologique dans la formation de l'ingénieur agro et dans les missions de l'Institut Agro. Il ne s'agit en aucun cas d'une référence à un enseignement précis.

3. Stratégie

3.1 Accord-cadre INRAE-Institut Agro

Dominique Vollet présente l'accord-cadre entre l'Institut Agro et INRAE, conformément au diaporama joint.

Philippe Cayot signale que les professeurs de l'école de Dijon s'inquiètent d'une possible « position dominante » d'INRAE dans la gouvernance prévue pour la mise en œuvre de cet accord-cadre. Certains préféreraient un modèle de gouvernance de type fédéral plutôt qu'un modèle centralisé.

Gerhard Buck-Sorlin remarque que le projet d'accord-cadre ne remet pas en question les contrats existants avec les UMR.

Cyril Kao rappelle que la convention définit des cadres de collaboration locaux pilotés à l'échelle nationale. Plusieurs niveaux de conventionnement existent pour les UMR, mais chaque accord devra respecter des principes globaux de conventionnement. La convention-cadre servira de toile de fond à des actions communes. Elle n'a pas vocation à être coercitive, mais vise à établir de grands principes.

Anne-Lucie Wack réaffirme le fait que l'accord-cadre tel que présenté repose sur des liens tissés sur les sites par les écoles depuis de nombreuses années. Il vient donner une cohérence globale à ces accords locaux. Le dispositif devra permettre d'articuler les échelles locale et nationale.

Dominique Vollet ajoute que la convention passée avec les parcs nationaux est un bon modèle de convention décentralisée. Cette convention est une source d'inspiration majeure pour l'accord avec INRAE. La toile de fond fournie par l'accord-cadre sera complémentaire aux contrats d'UMR.

Délibération : les axes et actions retenus pour l'accord-cadre entre l'Institut Agro et INRAE, et l'autorisation pour la directrice générale de l'Institut Agro de le signer sont approuvés avec 29 voix pour et 2 abstentions.

3.2 Accord-cadre Ifremer-Institut Agro

Didier Gascuel présente l'accord-cadre entre l'Institut Agro et l'Ifremer conformément au diaporama de présentation.

Anne-Lucie Wack souligne que cet accord important vient renforcer la thématique de l'halieutique, emblématique de l'école de Rennes-Angers et désormais de l'Institut Agro tout entier.

Délibération : les axes et actions retenus pour l'accord-cadre entre l'Institut Agro et Ifremer, et l'autorisation pour la directrice générale de l'Institut Agro de le signer sont approuvés à l'unanimité.

3.3 Convention de collaboration sur la thématique « One Health » entre l'Institut Agro, l'EHESP et VetAgroSup/ENVF-FVI

Anne-Lucie Wack indique que le projet de convention vise à créer un consortium pour porter des actions sur les trois santés – humaine, animale et environnementale –, dans le cadre d'un continuum, au niveau national et européen.

Hélène Poirier précise que les partenaires de cette convention seront l'École des hautes études en santé publique (EHESP) et VetAgroSup via son école interne, l'École nationale des services vétérinaires (ENSV-FVI). Cet accord positionnera l'Institut Agro sur le concept « One Health », initié dans les années 2000 autour des liens étroits entre les trois santés – humaine, animale et végétale – et présente la convention de collaboration conformément au diaporama.

Jérôme Coppalle s'enquiert de la définition que donne l'Institut Agro du concept « One Health », faisant référence à l'avis rendu le 8 février 2022 par le conseil scientifique Covid-19, jugeant le concept trop « englobant » et le recentrant autour des maladies infectieuses. Il évoque par ailleurs l'appel à manifestations d'intérêt (AMI) « One Health » en cours, auquel VetAgroSup Lyon prépare une réponse en lien avec la faculté de médecine (Lyon 1) et l'EHESP ; la question est de savoir si l'Institut Agro y participera.

Hélène Poirier rappelle que l'accord n'est pas encore signé mais que dans le cadre de cette convention-cadre l'Institut Agro fera son possible pour participer à la réponse à l'AMI. En outre, la question portant sur la définition du concept est pertinente. La clarification de cette définition sera l'un des premiers travaux menés dans le cadre de cette convention.

Délibération : la convention de collaboration sur la thématique « One Health » entre l'Institut Agro, l'EHESP et VetAgroSup/ENVF-FVI, et l'autorisation pour la directrice générale de l'Institut Agro de la signer sont approuvés à l'unanimité.

3.4 Projet stratégique de l'Institut Agro : plan d'action

Jacques Wery rappelle que la construction du projet stratégique se fait en même temps que la construction de l'Institut Agro. L'objectif fixé est de valider ce projet stratégique à l'occasion du conseil d'administration du 29 novembre 2022. Ce projet comporte une dimension de pilotage et inclut le plan DD&RS de l'Institut. Après le conseil d'administration du 28 juin 2022, des groupes de travail dédiés à la mise en œuvre des actions prévues dans la feuille de route du projet en 2022 ou 2023 seront mis en place.

Isabelle Jannot précise que la feuille de route répond à trois grands objectifs. Il s'agit, dans un premier temps, de poursuivre le travail qui vise à s'assurer de la cohérence d'ensemble de la stratégie et du plan d'action opérationnel. Le second objectif est d'affiner la rédaction du projet pour faire ressortir l'identité propre de l'Institut. Enfin, le dernier objectif vise à permettre à chacun de prendre connaissance du projet et de contribuer à sa mise en œuvre.

Des temps d'échange privilégiés seront mis en place à l'occasion des comités de pilotage et des Rendez-vous de l'Institut qui prennent la forme de webinaires réguliers. Les informations seront partagées au fil de l'eau. Les étudiants seront associés à l'élaboration du plan d'action, de même que les alumni.

Le calendrier prévoit trois réunions de travail avec les administrateurs entre le 28 juin et le 29 novembre 2022. En parallèle, un large travail de concertation et de discussion interne aux écoles sera mené. Des séminaires seront organisés entre les parties prenantes internes et externes à l'Institut.

Jacques Wery rappelle que le projet stratégique place la recherche et la science au cœur des activités de l'Institut Agro. L'Institut est le premier établissement d'enseignement supérieur agronomique et le deuxième partenaire académique d'INRAE. La raison d'être de l'Institut est de former les nouvelles générations de scientifiques, de cadres et d'acteurs pour mieux nourrir le monde en agissant pour le vivant.

Le projet stratégique se décline autour de l'engagement à accélérer les transformations systémiques dans l'agriculture, l'alimentation, l'environnement et le paysage. Ces transformations ont lieu dans un contexte d'urgence écologique et sociale. La volonté est d'innover dans ces domaines par la formation, la recherche et l'appui à l'enseignement technique agricole.

Une dimension importante du plan stratégique est l'internationalisation de l'Institut Agro. Cette stratégie internationale passera par un partenariat fort avec INRAE en Europe et un positionnement en Afrique et en Méditerranée. La capacité de l'Institut à monter des projets internationaux sera renforcée. La communication internationale de l'Institut sera valorisée.

Le plan stratégique énonce trois grands objectifs :

- Élaborer une stratégie de développement durable et de responsabilité sociétale qui englobe toutes les missions,
- Mettre en place une organisation agile et responsable,
- Amplifier la cohésion entre les différentes communautés de l'Institut.

Le mode de gouvernance des formations de l'Institut devra valoriser la diversité des formations de chaque école.

Philippe Cayot estime que les enjeux d'énergie doivent être placés au cœur du plan stratégique. L'engagement de l'Institut Agro tel qu'énoncé dans le plan stratégique sur cet enjeu majeur est insuffisant. Il doit apparaître dans les choix stratégiques de formation et de recherche et ne pas être éclipsé par les autres enjeux de la transition écologique.

Laure Coudret-Laut regrette que la vision de l'écosystème dans lequel évoluera la nouvelle institution ne soit pas davantage mise en avant. L'ambition est de rendre l'Institut Agro particulièrement attractif, mais les moyens de valoriser cette attractivité n'ont pas été présentés.

Jean-Marie Barrillère ajoute que la priorité devrait être de former les étudiants pour qu'ils deviennent des cadres à même d'apporter une vision scientifique dans les entreprises plutôt que des enseignants-chercheurs.

Nicolas Gausserès estime que la déclinaison en actions des engagements portés par le projet stratégique mériterait d'être précisée. Les partenariats avec le secteur privé pourraient être mis en avant. L'Institut Agro doit avoir pour ambition de devenir une voix de référence dans ses domaines. Enfin, les déterminants des comportements d'achat et de consommation, notamment des entreprises, sont un vrai enjeu.

Hélène Guido-Halphen salue la qualité de la méthode présentée qui permet l'implication de toutes les parties prenantes. Elle souhaite revenir sur deux points évoqués en conseil d'école de Rennes-Angers : d'une part, l'importance de rester à l'écoute des étudiants, et d'autre part, l'importance de prendre en compte les spécificités entraînées par le nombre important d'étudiantes, majoritaires au sein des écoles de l'Institut.

Bettina Laville indique préférer le terme de « transformation » à celui de « transition » qui correspond mieux aux actions qui doivent être mises en place. Ensuite, il serait intéressant de mettre en avant la possibilité pour les étudiants de participer à des conventions internationales. Enfin, certains passages du document laissent penser que l'Institut semble revenir à une pédagogie dont la vocation n'est plus transformative alors que sa raison d'être l'est.

Dominique Chargé appuie les remerciements formulés sur le volume de travail dont témoigne la présentation du projet stratégique. L'objectif du document de présentation est de dire un maximum de choses en un minimum de phrases, ce qui implique de faire des choix. L'enjeu de l'énergie est majeur et est sous-jacent à l'ensemble des transformations. La raison d'être de l'Institut devra être visible des autres acteurs et pas seulement en interne.

Anne-Lucie Wack ajoute qu'un des principaux enjeux entre juin et novembre 2022 sera d'arriver à formuler clairement les enjeux et les objectifs, et un « narratif » inspirant et convaincant. Le plan stratégique doit être un guide opérationnel pour l'action.

Tanguy Geslin fait part, au nom des étudiants, de leur implication dans l'élaboration de ce projet et de leurs attentes. Deux assemblées générales ont été organisées avec la cellule stratégique sur les thématiques chères aux étudiants. Outre la participation des étudiants à différents groupes de travail, le projet stratégique a fait l'objet d'un sondage soumis aux étudiants, et qui a reçu 70 réponses et a permis de contribuer au projet. Les étudiants sont généralement satisfaits du contenu du projet et attendent des précisions sur sa mise en œuvre concrète. L'attente principale porte sur la transformation complète des manières de faire et de penser pour s'orienter vers l'agroécologie. Leur souhait est également que les partenariats avec l'extérieur soient plus développés.

Ianis Fortin ajoute que les étudiants qui ont travaillé sur le projet stratégique pensent qu'il s'agit d'une belle opportunité pour l'Institut de se renforcer en tant qu'école d'excellence. Les étudiants souhaitent être intégrés dans l'élaboration des différents pans du projet stratégique qui les concernent directement. L'implication des étudiants dans la vie de l'établissement doit être valorisée.

Anne-Lucie Wack remercie les étudiants pour leur intervention et souligne l'importance du mouvement de fond observé dans tout l'enseignement supérieur qui vise à associer étroitement les étudiants à la transformation de leurs établissements. La directrice générale souligne en particulier dans ce cadre l'intérêt des liens et réflexions partagées entre les étudiants et les enseignants-chercheurs, via des séminaires communs.

Jacques Wery indique que ces retours seront pris en compte dans les prochaines discussions. Ces échanges illustrent la difficulté à faire ressortir un narratif clair et concis tout en restant satisfaisant. Le plan d'action devra être construit assez finement pour permettre à chaque communauté de s'y retrouver. À partir de la rentrée, les étudiants seront invités à rejoindre les groupes de travail. La question de l'attractivité sera un sujet de discussion majeur.

Isabelle Jannot rappelle qu'il a été convenu, avec les étudiants, la rédaction d'une feuille de route indiquant les actions auxquelles les étudiants souhaitent participer. Cette feuille de route sera rédigée en septembre. Les réunions de travail se tiennent souvent sur des horaires qui ne permettent pas aux étudiants d'y participer et une réflexion devra être menée sur ce point.

4. Gouvernance

4.1.1 Autorisation d'adhérer à diverses associations

Jérémy Fourreau précise que l'objet de la présente délibération est de valider a posteriori des adhésions engagées lors de colloques au nom de l'Institut Agro. Ces adhésions ont déjà fait l'objet de paiements et sont adressées en annexe.

La délibération doit également entériner la possibilité pour l'Institut Agro d'adhérer à des associations dans la limite d'un seuil maximal fixé à 5 000 euros et à condition que cette adhésion permette aux agents d'accéder à un réseau professionnel, de participer à des formations ou des séminaires. Cette possibilité facilitera la gestion des affaires courantes.

Délibération : l'autorisation de toute adhésion, à titre onéreux ou gratuit, à une association régie par loi du 1er juillet 1901 dont l'objet d'accompagner les personnels dans le cadre des missions de l'Institut Agro dans la limite d'un montant d'adhésion fixé à 5 000 euros et à la condition que l'adhésion au titre de l'Institut permette de bénéficier d'accès à un réseau professionnel, de participer à un colloque, une formation ou un séminaire ou d'acquérir des outils collaboratifs adaptés pour contribuer au fonctionnement de l'Institut et entre dans les missions de l'Institut Agro dévolues par le Code Rural et de la Pêche Maritime et son décret statutaire est approuvée à l'unanimité.

4.2 Ressources humaines

4.2.1 Point d'information sur le chantier « rémunération des contractuels »

Ce point a été traité conjointement avec le 2.1.

4.2.2 Principes généraux d'organisation et de fonctionnement de l'Institut Agro et campagne d'emplois 2023

Anne-Lucie Wack rappelle que les principes généraux d'organisation de l'Institut Agro ont été présentés au comité technique du 15 octobre 2021. Ces principes sont détaillés en annexe de la note d'organisation générale et dans le diaporama joint.

Dominique Chargé précise que cette organisation traduit la déclinaison opérationnelle du plan stratégique présenté plus tôt pendant la séance.

Thierry Langouët indique que la direction de la mission d'appui à l'enseignement technique agricole qui sera mise en place à l'Institut Agro, après plusieurs concertations en interne, ne mettra pas fin au rattachement des agents à leur école. Un poste de direction sera ouvert en septembre 2022 pour prendre en charge les tâches de coordination.

Cyril Kao note que la coordination de la politique de recherche se fera au niveau de la direction du développement et des partenariats. Cette organisation pose la question de la relation de cette direction vis-à-vis du conseil scientifique.

Michel Penet attire l'attention sur le positionnement du délégué général de la Fondation Institut Agro et sa relation avec les directions des partenariats, avec qui il travaillera en étroite collaboration. Ce point mériterait d'être approfondi.

Il fait également part des débats qui ont eu lieu lors du dernier conseil d'école de Montpellier qui portaient sur la transformation des instituts spécialisés en pôles thématiques. Des ambiguïtés et des confusions persistent autour de cette évolution qui fait émerger un besoin de communication et de clarification.

Emeline Roquelle, en tant que représentante du personnel, exprime une inquiétude pour les agents mobilisés actuellement sur des fonctions transversales. La réorganisation, annoncée à moyens constants, laisse présager des superpositions de fonctions. Elle risque de déstabiliser les organisations déjà en place. Il convient de garder à l'esprit que les managers de proximité sont les mieux placés pour prendre en charge la transversalité au plus près du terrain. Beaucoup sont aujourd'hui mobilisés sur des missions annexes, ce qui ne leur permet pas d'animer la transversalité comme ils le devraient.

Le foisonnement actuel des activités est normal, mais il est important de préserver les forces des agents. Du temps doit être dégagé pour l'analyse des pratiques et des expériences. Le contexte de grande incertitude nécessite de renforcer la confiance, notamment en responsabilisant les agents et en préservant leur autonomie. Enfin, le dialogue social doit être préservé pendant cette période de transformation.

Leïla Temri précise que suite au conseil d'école de Montpellier, les enseignants-chercheurs, lors de leur assemblée générale, ont exprimés des inquiétudes suscitées par la mise en place des directions fonctionnelles, la nouvelle organisation leur paraissant lourde. Les enseignants-chercheurs s'interrogent sur leur place et leur marge de manœuvre dans ce nouveau dispositif.

Anne-Lucie Wack apporte des éléments de réponse à différents points soulevés dans les échanges. Elle indique que le directoire reviendra sur le nom de la direction du développement et des partenariats. Les récents échanges mettent en lumière le fait que l'appellation actuelle manque de lisibilité sur le rôle que jouera cette direction dans la politique scientifique de l'Institut Agro. La préfiguration de cette direction sera confiée à Jacques Wery.

Le projet de fiche de poste définissant les attributions du délégué général de la Fondation est en cours de rédaction.

En ce qui concerne la création des pôles thématiques, celle-ci répond à l'impossibilité de conserver l'appellation des « instituts » au sein de l'Institut Agro, car il n'est pas lisible de garder « des instituts dans l'Institut ». Ce changement a été l'occasion de redéfinir la notion de pôle et les attentes associées.

Concernant l'intervention des représentants du personnel, Anne-Lucie Wack rappelle que la nouvelle organisation générale a été conçue dans une logique de sobriété maximale. Les besoins transversaux identifiés à l'issue de l'expérience des deux premières années de vie de l'Institut sont le plus souvent des tâches qui auraient dû être prises en charge séparément par les écoles. Ces 15 à 20 postes et 10 missions supplémentaires auraient été en plus grand nombre si chaque école avait dû travailler séparément. Il s'agit de transferts de charge, et de mise en commun de moyens pour une plus grande efficacité et une montée en gamme collective, et non pas de retraits de compétences aux écoles.

Enfin, la directrice générale tient à souligner que les enseignants-chercheurs sont et resteront au cœur de la nouvelle organisation. Ils sont, de fait, présents dans toutes les instances et les groupes de travail de l'Institut Agro, mais la directrice générale souligne qu'il semble nécessaire de prévoir en outre des moments de réflexion avec l'ensemble des enseignants-chercheurs.

Carole Sinfort ajoute que les enseignants-chercheurs étaient présents dans tous les groupes de travail, mais que les conclusions de ces séances n'ont pas toujours fait l'objet d'une diffusion collective. L'importance de la participation des enseignants-chercheurs à l'élaboration du plan stratégique doit être bien mise en avant.

Jacques Wery précise que la phase actuelle du plan stratégique devrait permettre aux enseignants-chercheurs de s'impliquer plus facilement, et ce de manière concrète.

Dominique Chargé souligne l'importance de la communication entre l'ensemble des communautés de l'Institut Agro.

Cédric Valora présente la campagne d'emplois 2023 conformément au diaporama joint.

Arnaud Coffin souhaite revenir sur les avis portés en comité technique sur l'organisation générale et la campagne d'emplois 2023. Ces avis étaient défavorables, car les représentants regrettaient que la mise en place de la nouvelle organisation se fasse à moyens constants, même si les représentants ne sont pas contre le projet d'organisation lui-même. Ces avis défavorables avaient pour objectif d'alerter le ministère de tutelle.

Marie-Pierre Étienne rappelle que la contribution de chaque école pour la création de postes au service de l'Institut a été évoquée en conseil d'école de Rennes-Angers. Cette contribution suscite des inquiétudes et devra se faire en toute transparence. L'extension des missions à moyens constants pèse sur l'ensemble du personnel.

Dominique Chargé transmet la position de la tutelle qui exprime son alignement plein et entier avec la stratégie formulée par la directrice générale. La tutelle a rappelé dans chaque conseil d'école qu'il s'agit de la trajectoire qu'il est demandé de suivre pour donner à l'Institut les moyens de ses ambitions.

Anne-Lucie Wack réaffirme que la consolidation de l'Institut se fait dans une logique de sobriété maximale, poste par poste. Les écoles trouvent dans l'Institut Agro les moyens de réaliser des évolutions qui auraient dû être menées dans tous les cas, et que chaque école aurait eu du mal à conduire seule. L'Institut permet de mutualiser les coûts des différentes transformations.

Alessia Lefébure estime que les remarques formulées par les élus rejoignent les observations des personnalités qualifiées sur la description des missions. L'articulation entre le travail quotidien des écoles et les missions stratégiques de l'Institut est difficile à comprendre tant qu'elle reste théorique. Les interventions des élus témoignent de la nécessaire transparence dans la mise en place de la nouvelle organisation.

François Roche-Bruyn précise que le coût d'entrée mobilise fortement les communautés des écoles pour la construction de l'Institut Agro et qu'une attention particulière est portée par le directoire à ce que ce coût d'entrée reste supportable pour tous.

Leïla Temri précise que le résultat du vote en CT ne signifie pas une opposition au projet, mais témoigne d'un besoin de vigilance.

Délibération : la proposition d'organisation générale de l'Institut Agro est approuvée avec 14 voix pour et 15 abstentions.

Délibération : la campagne d'emplois 2023 de l'Institut Agro est approuvée avec 14 voix pour et 15 abstentions.

4.3 Finances

4.3.1 Notification du marché portant sur la certification des comptes de la Fondation de l'Institut Agro

Jérémy Fourreau signale que la délibération soumise au conseil d'administration porte sur l'approbation de la nomination du commissaire aux comptes pour la Fondation de l'Institut Agro. Cette nomination correspond à une obligation réglementaire. À l'issue de la consultation de deux candidats, l'Institut Agro a retenu l'offre de KPMG pour un montant de 48 000 euros HT sur six ans.

Délibération : la désignation de KPMG S.A. comme commissaire aux comptes de la Fondation Institut Agro est approuvée avec 27 voix pour et 1 abstention.

4.3.2 Autorisation d'acceptation d'un don avec condition

Laurent Gebel informe qu'un don a été proposé à l'Institut Agro pour la réalisation d'un documentaire sur la viticulture et l'œnologie à destination des élèves et des amateurs. Le conseil d'administration doit être notifié des offres de mécénat. Ce documentaire sera réalisé par un service de l'Institut Agro Dijon.

Ce documentaire sera financé par les contributions de Becky Wasserman, de la société Pellenc et du domaine Château-Latour. Le film mettra à l'honneur les travaux de l'ampélographe Pierre Galet.

Délibération : l'autorisation d'acceptation des dons fait avec condition, en particulier leur affectation exclusive aux dépenses générées par la production et la diffusion du film documentaire sur Pierre Galet, et l'autorisation pour la directrice générale de signer les documents nécessaires à la réalisation de ce projet sont approuvés avec 28 voix pour et 1 abstention.

5. Formation et recherche

5.1 Règlement des études de l'Institut Agro

Sabine Petit rappelle que le décret de création de l'Institut Agro précise que son règlement des études fixe le cadre général des formations. Il détermine également les conditions que doivent remplir les usagers pour la poursuite de leurs études et l'obtention des diplômes proposés par l'Institut. Ce règlement des études sera complété au niveau de chaque école par des règlements de scolarité spécifiques à chacune des formations.

Pour élaborer ce règlement des études, un groupe de travail a été constitué au printemps 2021. Il était composé d'agents des directions des études et d'enseignants. Le groupe de travail s'est appuyé sur les recommandations de la commission des titres d'ingénieurs qui fixe les items attendus dans un tel règlement. La rédaction de ce règlement a également été l'occasion de comparer les textes de chaque école de l'Institut.

L'objectif est que le règlement des études soit applicable à partir de la rentrée 2022 pour toutes les formations de l'Institut. En parallèle, chacune des écoles a retravaillé ses règlements de scolarité pour les mettre en cohérence avec le nouveau règlement des études.

Le règlement des études soumis à approbation a été présenté aux différentes instances concernées de chaque école. Le conseil des enseignants de l'Institut Agro a porté un avis favorable sous réserve de modifications. Ces modifications ont été apportées au règlement.

Délibération : les dispositions du règlement des études de l'Institut Agro sont approuvés à l'unanimité.

5.2 Exonération des droits d'inscription

Gaëlle Bosio indique qu'un travail portant sur l'exonération des droits d'inscription a été mené entre les trois écoles de l'Institut Agro. Les discussions ont permis de mettre en commun les différentes pratiques. Le document présenté en 2021 a été amélioré.

La délibération soumise au conseil d'administration du 28 juin 2022 regroupe les deux délibérations de juin et novembre 2021. La nouvelle version de la délibération fusionne les articles portant sur les doubles diplômes et supprime les dispositions liées à la crise sanitaire. Enfin, elle élargit l'exonération des droits d'inscriptions pour les étudiants extracommunautaires au-delà des masters et DNO (Diplôme national d'œnologie). Les estimations prévoient que 5,8% d'étudiants seront concernés par ces exonérations.

Délibération : les critères généraux et les orientations stratégiques relatifs à l'exonération des droits d'inscription, afférents à la préparation d'un diplôme national de l'enseignement supérieur agricole et universitaire délivré par les écoles de l'Institut Agro sont approuvés à l'unanimité.

5.3 Demande de mise en délégation ou renouvellement (avis restreint aux EC)

Dominique Vollet indique que la première demande de mise en délégation concerne Fabienne Joliet, professeure de géographie de l'UMR ESO, localisée sur le campus de Rennes-Angers. Cette collègue a obtenu une convention avec le CNRS. Sa délégation impliquera 4 mois de déplacements sur le terrain en Finlande et au Québec.

Carole Sinfort informe de la demande de renouvellement formulée par Florent Pantin du département biologie et écologie. Ce collègue avait déjà obtenu un avis favorable de délégation à l'INRAE d'Angers. Il souhaite rejoindre la région Ouest pour des raisons personnelles. Son travail porte sur l'adaptation des plantes à la sécheresse et au stress hydrique. Ce renouvellement a fait l'objet d'un avis favorable de la part des instances de l'école de Montpellier.

La dernière demande est formulée par Florent Saucède, maître de conférences au département « Sciences économiques, sciences de gestion » de l'Institut Agro Montpellier. Cette délégation aura lieu dans la même UMR et le déchargera de ses enseignements pendant un an. La convention de financement a été obtenue avec INRAE et permettra le recrutement de vacataires pour assurer ses enseignements.

Philippe Cayot regrette que les conditions de remplacement ne soient précisées que pour une seule des trois demandes et souhaiterait connaître les dispositions prévues pour faire face à la surcharge de travail.

Carole Sinfort précise que les activités d'enseignement de Florent Pantin seront prises en charge par le département. M. Pantin assurera lui-même certains enseignements malgré sa délocalisation. Les modalités de remplacement sont précisées pour chaque dossier de délégation fourni au conseil d'administration.

Dominique Vollet ajoute que la dotation de 11 000 euros du CNRS permettra de rémunérer deux doctorants qui prendront en charge les enseignements de Fabienne Joliet.

Délibération : la mise en délégation de Madame Fabienne Joliet, professeure à l'Institut Agro Rennes-Angers (UMR ESO) est approuvée à l'unanimité.

Délibération : la mise en délégation de Monsieur Florent Saucède, maître de conférence à l'Institut Agro Montpellier (UMR MoISA) est approuvée à l'unanimité.

Délibération : le renouvellement de la mise en délégation de Monsieur Florent Pantin, maître de conférence à l'Institut Agro Montpellier (UMR LEPSE) est approuvé à l'unanimité.

**Date de la prochaine réunion du conseil d'administration :
mardi 20 septembre 2022 à 9h**

CONSEIL D'ADMINISTRATION FEUILLE D'EMARGEMENT

**MARDI 28 JUIN
09H00-12H00**

MEMBRES DE DROIT			
	Présence	Pouvoir	Signature
Mr Jérôme COPPALLE Sous-directeur de l'enseignement supérieur et de la recherche	Présent		
Mr Yvan LAGADEUC Conseiller scientifique et pédagogique, DGESIP	Excusé	A Mr Jérôme Coppalle	
Mr Cyril KAO Directeur de l'Enseignement supérieur, des Sites et de l'Europe, INRAE	Présent		
Mr David ALIS Président de l'Université de Rennes 1	Présent		Jusqu'à 10h30
Mr Philippe AUGE Président de l'Université de Montpellier	Excusé	A Mr David ALIS	
Mr Vincent THOMAS Président de l'Université de Bourgogne	Excusé	A Mr David ALIS	
Mme Hélène GUIDO-HALPHEN Présidente du conseil d'école de l'Institut Agro Rennes-Angers	Présente		
Mr Michel PENET Président du conseil d'école de l'Institut Agro Montpellier	Présent		
Mr Jean-Marc BOURNIGAL Président du conseil d'école de l'Institut Agro Dijon	Excusé	A Mr Michel Penet	

MEMBRES NOMMÉS			
Mr Jean-Marie BARILLERE Président de l'Union des maisons de Champagne	Présent		
Mr François BEAUPERE Président de la Chambre régionale d'agriculture des Pays de la Loire	Excusé		
Mme Corinne BITAUD Directrice de l'Institut technique de l'horticulture	Excusée	A Mme Bettina Lavile	
Mr Dominique CHARGE Président de la Coopération agricole	Présent		
Mme Laure COUDRET-LAUT Directrice de l'Agence 'Erasmus+ France	Présente		
Mr Nicolas GAUSSERES Directeur Nutrition de Danone	Présent		
Mr Pierre GUEZ Président de l'Association FoodTech Dijon Bourgogne-Franche-Comté	Présent		
Mme Bettina LAVILLE Présidente et fondatrice du Comité 21, Conseillère d'Etat honoraire	Présente		
Mme Isabelle PLASSAIS Directrice de l'EPLFPA de Marmilhat, Présidente de l'Union nationale de l'enseignement agricole public	Excusée	A Mme Laure Coudret- Laut	
Mme Carole SORREAU Directrice Groupe – Business development/Directrice des relations institutionnelles	Présente		
MEMBRES ELUS			
Représentant des professeurs et personnels assimilés			

Mr Gerhard BUCK-SORLIN	Présent		
Mme Sylvie AVALLONE	Présente		
Mr Philippe CAYOT	Présent		
Représentants des maîtres de conférences et assimilés			
Mme Marie-Pierre ETIENNE	Présente		
Mr Rousseau TAWEGOUM	Présent		A partir de 10h
Mme Leïla TEMRI	Présente		
Mr Louis-Antoine SAISSET	Excusé	A Mme Leïla Temri	
Mr Matthieu DUBOY DE LABARRE	Excusé		
Mr Jacques GROBER	Excusé	A Mr Philippe Cayot	
Représentants des personnels IATOS			
Mme Céline MARTEL	Présente		
Mr Rémi GARDET	Présent		

Mme Monique ROYER	Présente		
Mme Giliane GRANJEAN	Présente		
Mme Emeline ROQUELLE	Présente		
Mr Arnaud COFFIN	Présent		
Représentant des étudiants			
Mme Laurine KOMENDANCZYK	Présente		
Mr Théo PARIS	Excusé		
Mr Tanguy GESLIN	Présent		
Mr Ianis FORTIN	Présent		